L'impact socio-économique du Brexit sur CANZUK et l'Anglosphère lors de la pandémie COVID-19 : Le cas du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Dirk Kohnert [1]



'*Britannia dans le rôle de Miss Havisham'*[2]
Source: The Guardian / Olusoga, 2017

Résumè : Bien que la Grande-Bretagne ait été l'un des États membres les plus durement touchés par la COVID-19 pandémie, Boris Johnson a quitté l'UE fine 2020. Les partisans du Brexit ont approuvé l'idée de CANZUK, c'est-à-dire, une union entre le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et Nouvelle-Zélande. Le CANZUK s'inscrivait dans une vision de la renaissance des anciens temps de la Grande-Bretagne et de son rôle dans « l 'Anglosphère », datant de la Seconde Guerre mondiale et du colonialisme des colons britanniques du XIXe siècle. Il est assez douteux que les membres de CANZUK puissent revaloriser la vision de Boris Johnson d'un commerce prospère dans « l'Anglosphère ». En outre, de nombreuses questions restent ouverts, notamment sur l'effet global du Brexit sur CANZUK par rapport à l'impact socio-économique de la COVID-19 crise mondiale. Enfin, le poids relatif du Royaume-Uni par rapport à d'autres acteurs mondiaux, comme la Chine et l'Inde, diminuera à moyen et long terme. Après tout, la nouvelle orientation mondiale du commerce international sera réaffectée de l'Atlantique (Amérique et Europe) à la région Asie-Pacifique, l'acteur clé de l'économie mondiale à venir.

Mots clés : Brexit, pandémie de COVID-19, CANZUK, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, commerce international, zone de libre-échange, union douanière, Anglosphère, settler colonialism, white dominions

JEL-code : F13, F15, F22, F52, F68, I14, N1, N40, O24, O5, Z13

---

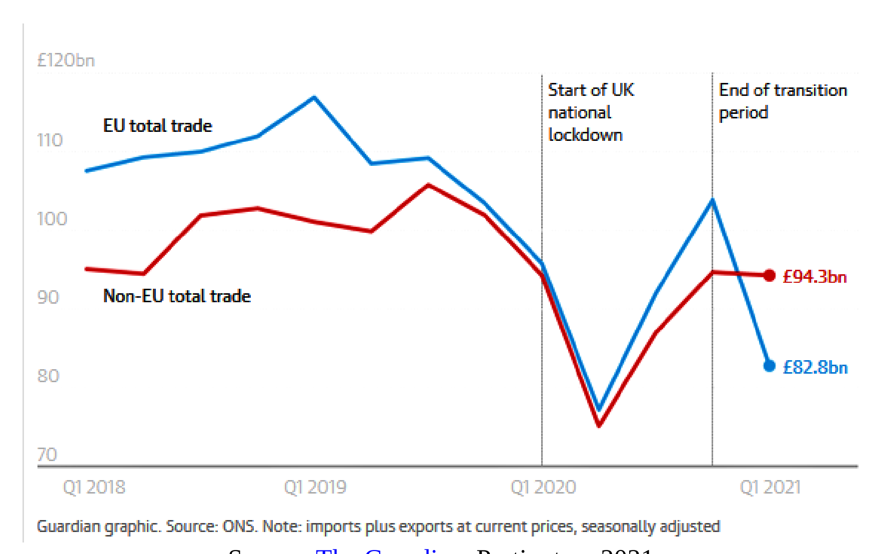
[1] Dirk Kohnert, expert associé à l'Institut d'Études Africaines, GIGA, Hambourg. *Projet* : 1 juin 2021.

[2]) Caricature de Dominic McKenzie, satirisant les concepts de « l Anglosphère » et de CANZUK. Dom McKenzie est un artiste et dessinateur de renommée internationale. *Miss Havisham* est un personnage légendaire du roman Les Grandes Espérances (Great Expectations) de Charles Dickens (1861), dépeint comme une riche vieille fille, une fois rejetée à l'autel juste avant le mariage, qui a insisté pour porter sa robe de mariée pour le reste de sa vie (voir Miss Havisham, Wikipedia).

L'Introduction

Le 31 janvier 2020, l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne a pris fin 47 ans après son adhésion, telle qu'administrée par l'accord de retrait signé le 24 janvier 2020. L'accord prévoyait une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, pour renégocier la longue relation à terme entre le Royaume-Uni (RU) et l'Union européenne (UE). Selon les chiffres les plus récents du Central Statistical Office (CSO) britannique, le Brexit a provoqué une chute substantielle des échanges UE-RU, en baisse de 23,1 % par rapport au premier trimestre 2018, le dernier trimestre qui avait été relativement stable avant le Brexit et la crise COVID-19. Dans le même temps, la Chine a remplacé l'Allemagne en tant que plus grand marché d'importation du RU. Les importations britanniques de marchandises en provenance de Chine ont augmenté de 66 % depuis 2018 pour atteindre £ 16,9 milliards au premier trimestre 2021, tandis que les importations britanniques en provenance d'Allemagne sont tombées à £ 12,5 milliards. Jusque-là, l'Allemagne était le marché d'importation le plus important du RU. Le fait que le commerce du RU avec les pays extérieurs à l'UE n'ait diminué que de 0,8 % au cours de la même période indique que la majeure partie de la baisse était due à l'impact du Brexit et non à la pandémie COVID-19 (Partington, 2021).

Graphique 1: après le Brexit, les échanges de biens du RU avec les pays tiers ont dépassé celui avec l'UE, 1er trimestre 2021



Source: The Guardian, Partington, 2021

Les arguments des « Brexiteers » ainsi que le raisonnement des idéologues Corona, étaient centrés sur des fantasmes sur la suprématie britannique en matière de commerce international (Brexit) et son génie scientifique et inventif pour faire face à la pandémie. Les deux avec beaucoup d'allusions à la Seconde Guerre mondiale. Cependant, l'analogie du temps de guerre était profondément trompeuse, car le Brexit impliquait l'éclatement du marché réglementaire et douanier et ouvrirait le marché britannique non seulement aux producteurs européens, mais à ceux de toute « l'Anglosphère ». Le concept remonte aux idéaux victoriens et au colonialisme de la fin du 20e siècle, liés aux soi-disant « Dominions blancs » ('White Dominions'). Il avait été popularisé par l'écrivain américain de science-fiction Neal Stephenson dans son roman L'Âge de diamant, puis repris par des politologues, des économistes et des historiens (Bell & Vucetic, 2019 ; Sidwell, 2017).

L'image mythique de la capacité d'innovation supérieure britannique s'appliquait également aux arguments des « Brexiteers » qui reposent sur le leadership supposé du RU en matière de

créativité et d'innovation (Edgerton, 2020), ainsi que sur l'idée que les Britanniques n'avaient pas besoin des Européens, ou du moins « qu'ils ont besoin de nous plus que nous n'en avons besoin » (Anglais, 2020). Au contraire, le Brexit pourrait anéantir les chances du RU de diriger la recherche mondiale sur Covid-19. Des scientifiques Nobel, comme Sir Andre Geim de l'Université de Manchester, ont averti que la Grande-Bretagne perdrait son statut de « superpuissance » si l'accès était interdit au programme de financement de la recherche de € 100 milliards (£ 85 milliards) de l'UE, *Horizon Europe*, qui s'étendra de 2021 à 2027. Depuis le lancement du programme actuel de l'UE, *Horizon 2020* (auquel succédera *Horizon Europe*), le RU a reçu plus de £ 1,5 milliards de revenus ERC et £ 776 millions de subventions MSCA (Actions Marie Skłodowska Curie) - plus de tout autre pays de l'UE, et un cinquième du total (Helm & McKie, 2020).

Carte 1: Le bloc commercial CANZUK: Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, RU

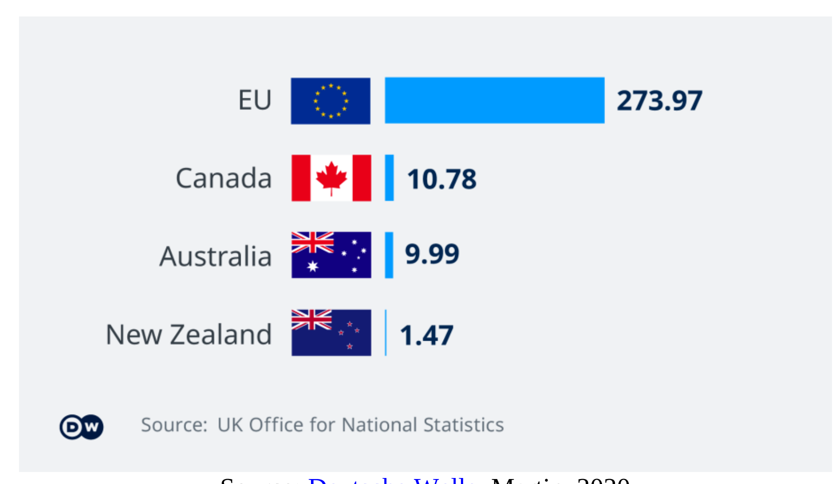
Source: Deutsche Welle, Martin, 2020

Pour revenir à la question du Brexit, il reste à se demander si les vœux pieux de la Grande-Bretagne concernant le remplacement du marché intérieur de l'UE par des liens étendus avec ses anciens marchés du Commonwealth et des États-Unis se réaliseront. Londres elle-même était plutôt prudente. Il a estimé début mars 2020 que, par exemple, l'amélioration du commerce bilatéral avec les États-Unis pourrait entraîner une prospérité plutôt modeste, son propre PIB augmentant entre 0,07 % et 0,16 %, mais seulement après environ 15 ans. Mais encore, les États-Unis n'étaient que le deuxième partenaire commercial britannique après l'UE. De plus, le gouvernement britannique, s'est jusqu'à présent opposé aux souhaits américains, comme une ouverture complète de l'agriculture pour les investisseurs américains et l'accès au service très prisé de la santé national (National Health Service, NHS) britannique pour les fabricants pharmaceutiques américains (Triebe, 2020). Si les ambitions de Londres concernant l'ouverture des marchés dans ses anciens « dominions blancs » ('white dominions') des trois États du CANZUK (à côté de la Grande-Bretagne), à savoir le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, seront plus prometteuses, est encore plus douteuse, car ces anciennes colonies ont leur propre programme qui ne correspond pas nécessairement à celui du RU.

La conception de l'union CANZUK a été inventée pour la première fois par William David McIntyre (1966: 339), un historien néo-zélandais, en 1966 comme approche pour contrer les

États-Unis sur un pied d'égalité. Mais la proposition n'a pris de l'ampleur qu'avec le vote du Brexit en 2016 (Lui, 2021). Le concept a été soutenu principalement par les conservateurs britanniques et canadiens. Les pays membre partagent de nombreuses similitudes politiques, économiques et culturelles. Ainsi, l'anglais est leur langue officielle, ils pratiquent des modes de vie démocratiques, basés sur le système parlementaire de Westminster, et ils appartiennent aux pays industrialisés à revenu élevé. Les échanges commerciaux combinés des pays CANZUK s'élèvent à environ £ 2 500 milliards, et leur PIB et le classement de la richesse nationale seraient le 3e mondial (Lui, 2021; CANZUK, Wikipedia). Les défenseurs considéraient déjà CANZUK comme la deuxième union géopolitique la plus puissante au monde derrière l'UE, y compris trois des 15 premières économies mondiales (RU, Canada, Australie). Ils pensaient que le pacte aurait le potentiel de devenir une alliance liée par des liens commerciaux, migratoires et sécuritaires (Gamble, 2021). Les partisans soutiennent que CANZUK deviendrait très probablement la quatrième puissance économique derrière la Chine et comprendrait plus de 136 millions d'habitantes. De plus, le bloc aurait la plus grande masse terrestre du monde et donc un riche réservoir (potentiel) de ressources naturelles (Martin, 2020).

Tableau 1 : Exportations britanniques, 2019, en milliards de livres



Source: Deutsche Welle, Martin, 2020

Cependant, des économistes comme Iain Begg de l'Institut Européen de la London School of Economics ont averti que le nouvel accord commercial avec Bruxelles pourrait coûter au RU une réduction du PIB de 5% au cours des 15 prochaines années et que CANZUK ne pourrait en aucun cas compenser l'accès au marché de l'UE. Avant le Brexit, l'UE était le plus grand partenaire commercial du RU, représentant 47 % du commerce total de la Grande-Bretagne, tandis que le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne représentaient que 3,5%. De plus, la longue distance entre les États membres de CANZUK augmenterait c.p. le coût du commerce par rapport aux États voisins de l'UE. L'équation de gravité économique pour le commerce, qui postule que le volume des échanges dépend positivement de la taille des économies de deux pays, mais négativement de la distance qui les sépare, implique que même si le RU pouvait obtenir des conditions commerciales similaires avec les membres de CANZUK que dans le cadre de l'union douanière de l'UE avec des tarifs extérieurs communs, cela aurait beaucoup moins de valeur pour le RU, notamment en raison des frictions non-tarifaires (Krugman, 2018).

Pour donner un exemple, I. Begg a évoqué l'industrie automobile de l'UE, où les composants de voitures finies exportées du RU ont traversé les frontières six ou sept fois au cours du processus de fabrication, ce qui serait plus coûteux sur de très longues distances (Martin,

2020). Enfin, la rivalité croissante entre la Chine et d'autres pays asiatiques comme l'Australie pourrait sérieusement affaiblir les perspectives de CANZUK en contrecarrant l'ordre international et les régimes commerciaux fondés sur des règles. Récemment, Pékin a puni par exemple l'Australie en raison de l'appel de Canberra à une enquête sur les origines de la pandémie de COVID-19 avec une interdiction des importations australiennes. De même, Pékin a menacé la Grande-Bretagne de conséquences après avoir accusé le pays d'ingérence dans le mouvement pro-démocratie de Hong Kong (Martin, 2020). Enfin, des considérations éthiques controversées doivent être prises en compte, car le concept de « l'Anglosphère », base de la proposition CANZUK, remonte aux idéaux victoriens et au colonialisme des colons britanniques, liés aux soi-disant « dominions blancs » ('White dominions') (Lui, 2021; Olusoga, 2017; Gamble, 2021). Cependant, les modes de pensée impériaux ne se limitent pas aux « Brexiteers ». Ils ont également façonné le point de vue des pro-européens. Les visions de la « Grande-Bretagne globale » minimisent en général l'importance de la décolonisation et constituent un héritage culturel commun des électeurs anglais (Saunders, 2020). De plus, les « Brexiteers » ont maintenu qu'ils ne voulaient pas d'une Grande-Bretagne isolée, mais ouverte, agissant au niveau globale et souveraine, avec ses propres accords commerciaux et de sécurité, comme le Canada ou l'Australie, et ne plus être restreinte par les règles de l'UE. Mais ces derniers sont de loin moins intégrés dans le commerce international et les investissements avec l'UE que la Grande-Bretagne.

De plus, la part du RU dans les exportations vers les économies de « l'Anglosphère » a diminué continûment depuis l'époque coloniale « glorieuse », passant de 36 % en 1949 à 2,5% en 2017. Le commerce intra-anglosphère a également chuté d'environ les deux tiers du commerce total en 1947 à un tiers en 2017 (Gamble, 2021 : 111). De même, la récente demande d'adhésion de Londres au Partenariat transpacifique global et progressif (PTPGP), un regroupement de onze pays asiatiques bordant le Pacifique, est accueillie avec scepticisme, étant donné que les pays du PTPGP représentent moins de 10 % des exportations du RU, et le gouvernement britannique a déjà des accords avec la plupart de ces pays. Par conséquent, le bénéfice net ajouté est douteux (Ruyter, 2021). Enfin, avec le Brexit, la vision britannique d'une « relation spéciale » avec les États-Unis, le RU étant un pont entre l'Europe et l'Amérique, devient moins attrayante, car la valeur de la Grande-Bretagne pour les États-Unis en tant qu'acteur mondial important diminue avec la sortie du RU de l'UE (Gamble, 2021: 111). Par conséquent, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, a récemment soutenu que l'effet économique d'un Brexit sans accord serait encore plus grave que la crise de COVID-19 (Boscia, 2020 ; Gamble, 2021 : 111).

Tableau 2 : cas confirmés de COVID-19 cumulés (par million habitants), 22 mai 2021

Country	COVID-19 cases	COVID-19 death	Global rank [3]
UK :	65,938	1885	7
Canada :	36,127	667	22
Australia :	29,300	910	121
New Zealand :	2,662	26	180
Median:	**18,652**	**351**	

Source: D. Kohnert; ourworldindata.org.

[3] Le classement général n'a qu'une valeur limitée, car diverses variables cruciales ne sont pas prises en compte, notamment le climat, la densité de la population, le PIB par habitant, la disponibilité des ressources (y compris les vaccins), les infrastructures, etc.

En revanche, les entreprises britanniques avaient apparemment une vision plus réaliste et semblaient bien conscientes du risque imminent. Ils ont déjà voté avant la crise COVID-19 avec leur argent ; des langues acérées maintiendraient, comme des rats désertant un navire en perdition. Quoi qu'il en soit, le « leave-vote » avait déjà conduit les entreprises britanniques en mars 2019 à augmenter de 17 % le nombre d'opérations d'investissement à l'étranger du RU dans l'UE-27 restant, tandis que les transactions dans les pays de l'OCDE non-membres de l'UE n'étaient pas affectées. D'un autre côté, le nombre de projets d'investissement de l'UE-27 au RU n'a diminué que d'environ 9 %, ce qui suggère que le RU serait plus exposé aux coûts de la désintégration économique que les États membres de l'UE restants (Breinlich et al 2020) . De plus, l'incertitude liée au Brexit a conduit à une perte de valeur de marché des entreprises internationales les plus exposées au Brexit ainsi qu'à une réduction des embauches et des investissements, car les entreprises internationales s'attendaient massivement à des effets directs négatifs du Brexit. En particulier, les entreprises s'attendaient à des difficultés dues à des divergences réglementaires, à une mobilité réduite de la main-d'œuvre et à un accès limité au commerce (Hassan et al 2021).

Graphique 2 : Décès COVID-19 confirmés, cumulés par par pays

Source: ourworldindata.org.

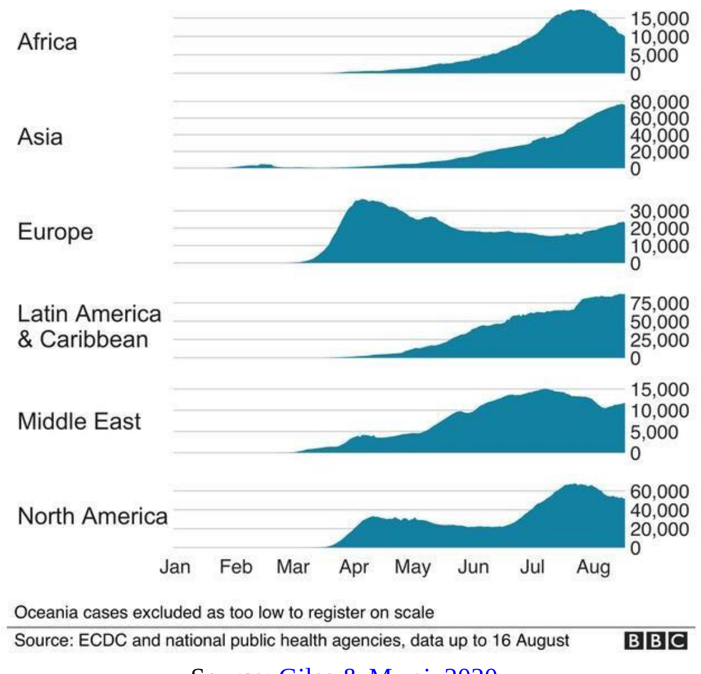
Que les ambitions de Londres concernant l'ouverture des marchés mondiaux soient plus prometteuses, est d'autant plus douteux que l'UE-27 restante ne chôme pas.

De plus, la Grande-Bretagne a été frappée par la pandémie de COVID-19 beaucoup plus gravement que les autres États membres de CANZUK. En novembre 2020, le RU a dû déplorer le plus grand nombre de morts liées au COVID-19 en Europe (pandémie de COVID-19 au Royaume-Uni, Wikipédia). Dans le même temps, le Trésor britannique a révélé que le pays connaîtrait probablement la pire crise en 300 ans en raison de l'impact de la crise COVID-19, avec un PIB en baisse de 11,3 % en 2020 et un taux de chômage pouvant atteindre 7,5 % en 2021 (Morales & Goodman, 2020; COVID-19 pandemic in the United Kingdom, Wikipedia). De plus, la pandémie a eu de graves implications sociales, politiques et culturelles (Social impact of the COVID-19 pandemic in the UK, Wikipedia).

En bref, il est déjà douteux que le RU puisse se sortir de la crise COVID-19 après le Brexit sans la coopération éprouvée avec l'UE. Il est encore plus improbable que la Grande-

Bretagne, à elle seule, ait le pouvoir supplémentaire d'aider ses alliés CANZUK à faire face non seulement aux conséquences de la pandémie, mais aussi à l'impact du Brexit.

Graphique 3 : Comparaison de la pandémie de Covid-19, différents continents
nombre de cas par jour, moyenne mobile sur sept jours; chaque région à sa propre échelle.



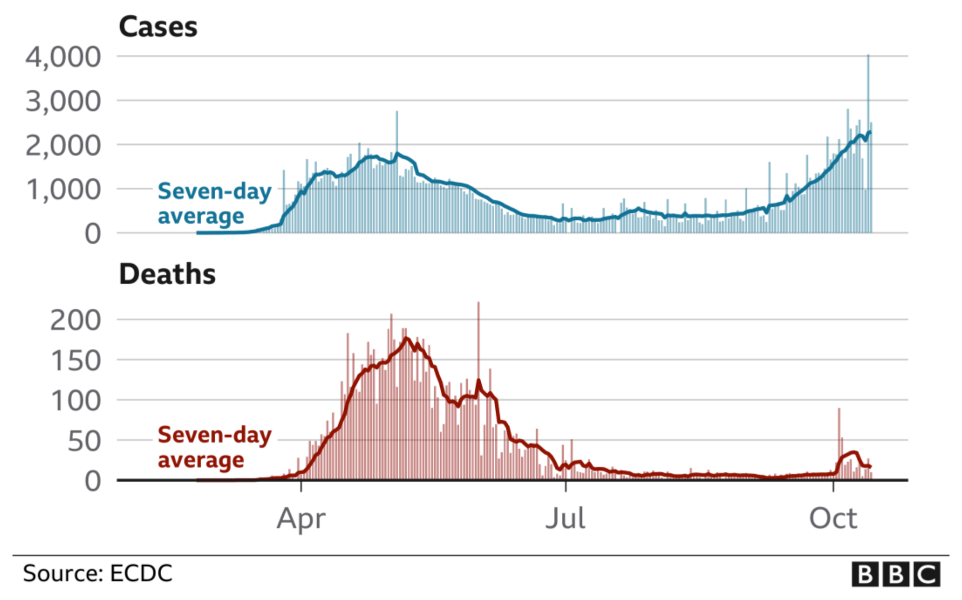
Source: Giles & Mwai, 2020

Dans les sections suivantes, une analyse plus détaillée des effets combinés de la pandémie COVID-19 et du Brexit sur les États membres de CANZUK sera présentée, en prenant l'exemple du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, avec un accent particulier sur l'impact sur les couches sociales les plus défavorisées de société.

Le Canada

(1) L’ Impact socio-économique de la pandémie *COVID-19* sur le Canada


Graphique 4: Cas quotidiens et décès COVID-19 au Canada, avril à octobre 2020

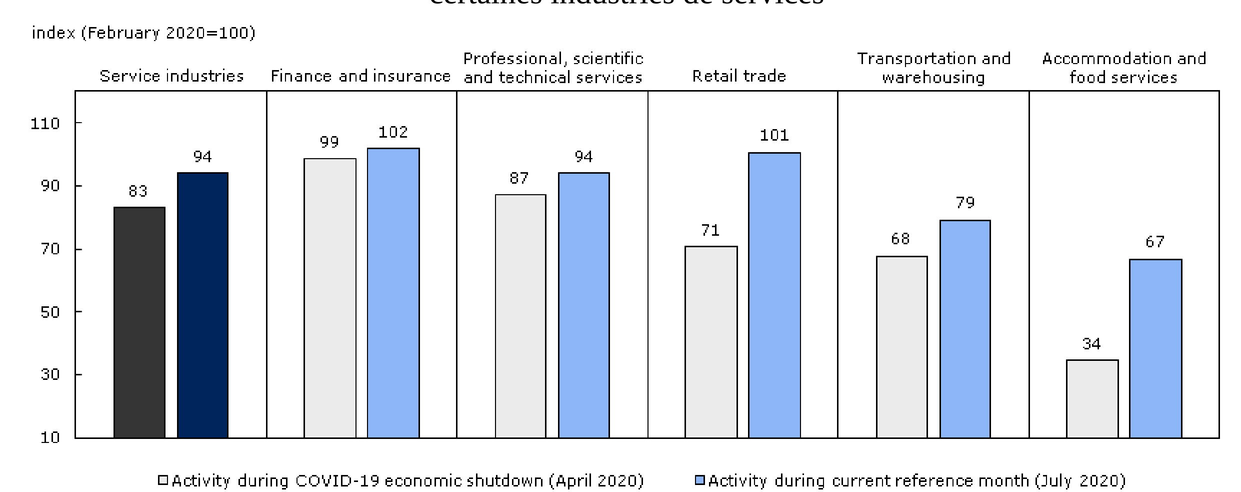


Lorsque le Canada a enregistré un pic national de cas de COVID-19, les hospitalisations et les décès au cours de la deuxième vague Corona, après les vacances de Noël en décembre 2002 et janvier 2021, de lourdes restrictions des droits démocratiques et des activités publiques, y compris des fermetures et des couvre-feux, ont dû être mis en place d’une manière inégalée dans l’histoire d’après-guerre du Canada. Au moins, maintenant, il est devenu évident, à quel point un consensus de base de tous les horizons était important sur le manque d'alternative de ces restrictions, pour contenir la pandémie et protéger les autres.

Heureusement, les élites politiques et le grand public canadiens se sont entendus dans un consensus multipartite sur des questions cruciales liées à la pandémie, telles que sa gravité et la nécessité d'une distanciation sociale (Merkley et al, 2020). C'était d'autant plus frappant, car aux États-Unis voisins, un profond fossé entre les camps politiques polarisés a également affecté les opinions partisanes et la gestion de la crise avec des répercussions négatives correspondantes.

Lorsque le rapport de l'Institut canadien d'information sur la santé, à Ottawa, a révélé en juin 2020 que le pays avait le pire bilan parmi les pays de l'OCDE pour les décès liés au COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée pour personnes âgées (ICIS 2020), ce était considérée par de nombreux Canadiens comme une « honte nationale » (Webster, 2021). Au printemps 2020, l'armée a été appelée dans des foyers de soins après que des éclosions de COVID-19 au Québec ont tué 3.890 résidents et causé un grand nombre de maladies et d'absences du personnel. Les soldats ont fourni des services de base aux résidents, tandis que les médecins militaires prodiguaient des soins médicaux. Selon les experts, cette catastrophe était au moins en partie due à la décision historique du gouvernement d'exclure les établissements de soins de longue durée du réseau national de 13 systèmes de santé publique provinciaux et territoriaux et au manque de contrôle gouvernemental, en particulier dans les établissements privés à but lucratif qui représentaient 54 % de tous ces services (Webster, 2021).

Graphique 5 : PIB réel, exprimé en % des niveaux d'avant COVID-19, certaines industries de services

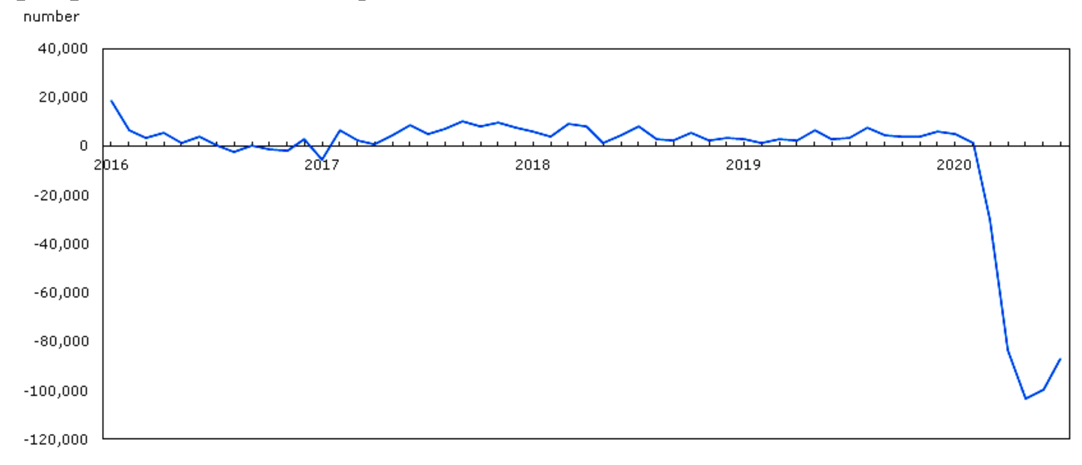


Source: Gellatly & McCormack, 2020

La pandémie a également eu de graves répercussions sur l'économie canadienne, provoquant une récession. Pourtant, les mises à pied massives de travailleurs ont été en grande partie empêchées par la Subvention Salariale d'Urgence du Canada. Néanmoins, le taux de chômage au Canada est passé à 13,5 % en mai 2020, le plus élevé depuis 1976 (Tencer, 2020; ; COVID-19 pandemic in Canada, Wikipedia). Les secteurs du tourisme, de l'hébergement et de l'alimentation, ainsi que les voyages aériens, ont été particulièrement touchés en raison des restrictions de voyage. 44 % des ménages canadiens ont subi une perte d'emploi jusqu'en avril 2020. Les demandes de prestations d'urgence en raison de la pandémie ont atteint 6 millions. La Bourse de Toronto s'effondre (- 12 % le 12 mars 2020), sa plus forte baisse sur une journée depuis 1940 (COVID-19 pandemic in Canada, Wikipédia).

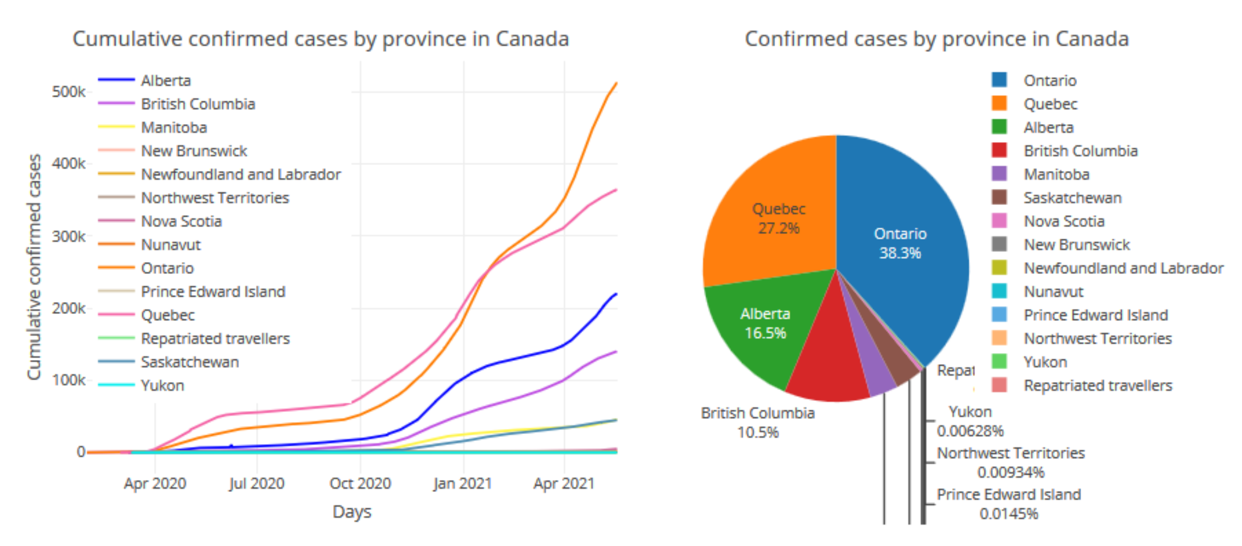
Lors du verrouillage d'avril 2020, environ 88 000 entreprises en activité le mois précédent ont fermé. Le nombre de fermetures a ralenti à 36 500 en juillet, comparable aux niveaux observés avant la pandémie (Gellatly & McCormack, 2020).

Graphique 6 : Nombre d'entreprises actives, variation d'une année à l'autre, secteur d'activité



Source: COVID-19 Canada, April 2021

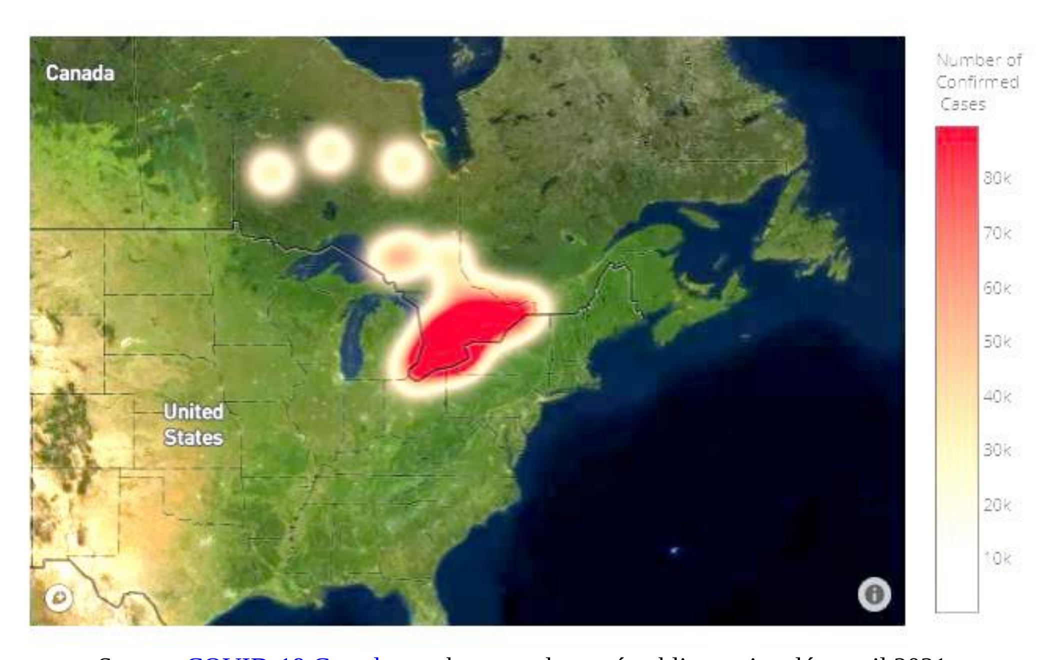
Graphique 7 : Cas de COVID-19 par province au Canada



Source: COVID-19 Canada, Avril 2021

À l'échelle régionale, la pandémie s'est concentrée sur les provinces de l'Ontario, du Québec et d'Atlanta . Au cours d'une troisième vague du virus en mars 2021, les cas ont commencé à augmenter dans la plupart des provinces à l'ouest du Canada atlantique, ce qui a entraîné de nouveaux verrouillages et restrictions dans les provinces les plus peuplées comme l'Ontario et le Québec (COVID-19 pandemic in Canada, Wikipédia).

Carte 2 : Cas cumulatifs de COVID-19, Canada, avril 2021

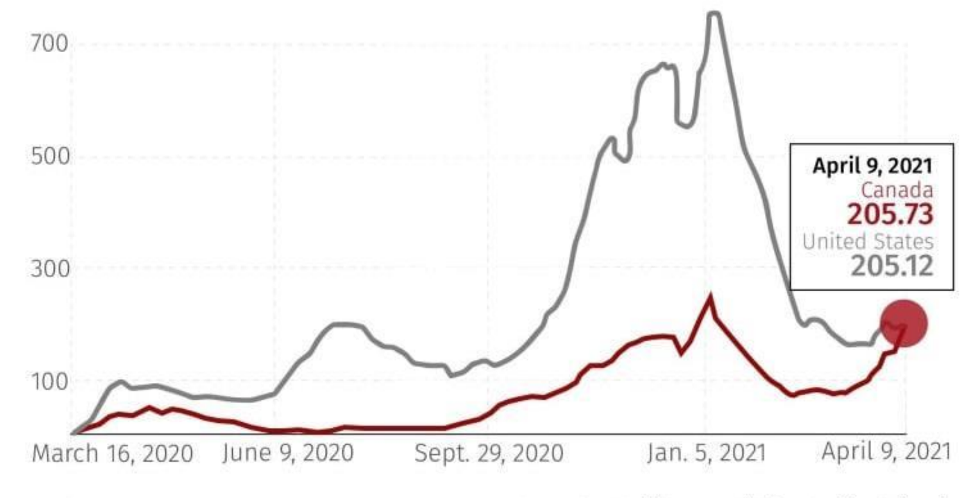


Source: COVID-19 Canada, par bureaux de santé publique, signalés, avril 2021

Néanmoins, les réponses canadiennes à la pandémie COVID-19 ont été à la fois plus rapides et plus complètes que celles des États-Unis, du moins au cours des cinq premiers mois (Béland, 2020). Plus tard, le Canada s'est comparé défavorablement aux États-Unis voisins, principalement en raison des différents progrès en matière de vaccination, bien que, dans tout le Canada, la propagation du virus ait ralenti en avril 2021. À cette époque, le Canada était sur le point de surpasser les États-Unis, en un renversement des tendances pandémiques

antérieures, du nombre de nouveaux cas de COVID-19 par rapport à sa population (Blum, 2021; Dawson, 2021).

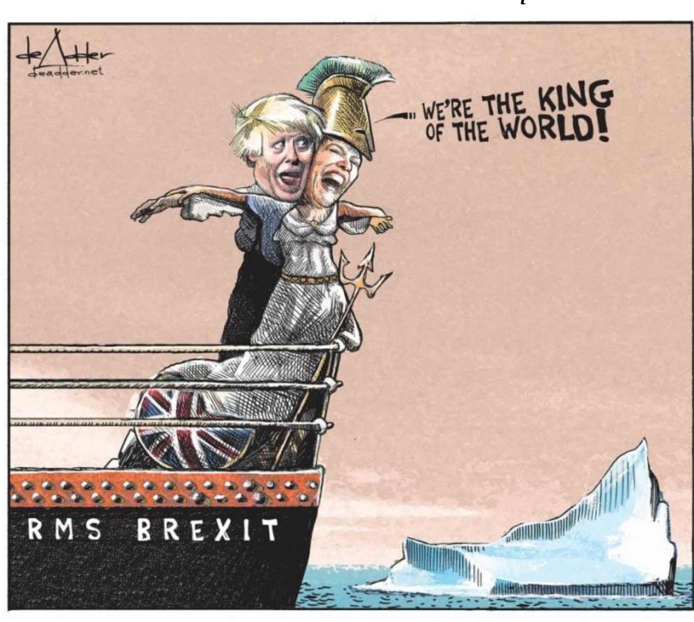
Graphique 8 : La supériorité du Canada en matière de gestion de la pandémie COVID-19 par rapport aux États-Unis s'estompe rapidement



Cas confirmés de COVID-19 par million au Canada et aux États-Unis, moyenne sur 7 jours
Source: Blum, 2021, CBC-news, 13 avril 2021

(2) L'impact socio-économique du *Brexit* sur le Canada

'*Le Brexit sera un succès titanesque …*'



Source: Michael de Adder, Canada[4]; Hills, 2016

Le RU est le cinquième partenaire commercial du Canada au monde. Le commerce bilatéral de marchandises s'élevait en moyenne à CA$ 27,1 milliards entre 2017 et 2019. Ainsi, le

[4] Michael de Adder; Twitter @deAdder : Caricature du 24 juin 2016. Caricature concernant un communiqué de presse du ministre des Affaires étrangères de l'époque Boris Johnson : « Le Brexit sera un succès titanesque, déclare Boris Johnson »: (Brexit will be titanic success, says Boris Johnson,) *The Guardian*, 3 novembre 2016.

commerce du Canada avec le RU était supérieur à son commerce avec l'Allemagne (CA$ 23,9 milliards). Le commerce de marchandises entre le Canada et le RU représentait 30,1 % du commerce total du Canada avec l'UE avant le Brexit. Jusque-là, l'UE - la deuxième économie mondiale - était le troisième partenaire commercial du Canada après les États-Unis et la Chine (Government of Canada, 18 mai 2021). Cependant, près de la moitié de la valeur du commerce de marchandise entre le RU et le Canada est en métaux précieux comme l'or. Si l'or était supprimé, le commerce bilatéral chuterait à CA$ 14,7 milliards, ce qui équivaut à peu près au commerce entre le Canada et la Corée du Sud (CA$ 14,8 milliards).

De plus, le RU est une source clé d'investissements directs étrangers (IED) et de partenariats scientifiques et technologiques avec le Canada. À cet égard également, la poursuite de l'application de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE (AECG) de 2017 était cruciale pour la poursuite du commerce bilatéral libre entre le RU et le Canada, car l'AECG a supprimé 98 % des droits de douane préexistants entre l'UE et le Canada, et au fil du temps environ 99 % des droits de douane sur les produits échangés. En outre, l'AECG comprenait des avantages supplémentaires, tels qu'un meilleur accès aux services, une plus grande certitude et transparence, une protection des investissements et de la propriété intellectuelle et des opportunités pour le Canada sur les marchés publics de l'UE (Kenigsberg, 2021).

Compte tenu du Brexit, des dispositions transitoires s'appliquaient aux échanges entre le RU et le Canada jusqu'à la fin de la période de transition du Brexit (31 décembre 2020) pour limiter les pertes commerciales potentielles importantes pouvant atteindre CA$ 1,6 milliards après le divorce UE-RU, les gouvernements britannique et canadien ont signé (9 décembre 2020) et ratifié l'accord de libre-échange commercial continuité entre le RU et le Canada (TCA Canada-RU), qui est entré en vigueur le 1er avril 2021. Il a préservé les principaux avantages du AECG (CETA), notamment l'élimination des droits de douane sur 98 % des produits. Cependant, au cas où le TCA ne tiendrait pas et que le commerce bilatéral de marchandises serait limité à la clause de la nation la plus favorisée (NPF; UKGT pour les tarifs britanniques), le PIB du Canada pourrait baisser de CA$ 427 millions (US$ 322 millions) d'ici 2025, et les pertes commerciales bilatérales pourraient être de CA$ 2 milliards (US§ 1,5 milliards). En mettant en œuvre le TCA, les deux pays, espérons-le, éviteront ces pertes potentielles de PIB et de commerce (Government of Canada, 18 May 2021; Free trade agreements of Canada, wikipedia).

Pourtant, on peut se demander si les prévisions optimistes de Boris Johnson sur le « succès titanique » du Brexit se réaliseront (Kohnert, 2020a). Dans le cas contraire d'une récession important de la Grande-Bretagne induit par le Brexit, et compte tenu des liens économiques, politiques et culturels entre le RU et le Canada, il ne pouvait être exclu que le Canada soit également affecté négativement.

La relation post-coloniale entre les deux pays, qui avait façonné la perception canadienne de l'UE jusqu'au vote sur le Brexit, est susceptible de changer également. Comme en Grande-Bretagne, le Brexit a induit une ligne de faille entre les principaux partis politiques du Canada, les libéraux multilatéraux et les conservateurs plus axés sur le Commonwealth, qui pourrait entraîner deux visions opposées de la relation transatlantique qui perturberaient les relations du Canada avec l'UE-27 (sans la Grande-Bretagne) également. Cela pourrait non seulement renforcer les conflits politiques internes au Canada, y compris une reprise des débats de division au Canada sur l'importance relative des traditions britanniques et françaises, mais cela pourrait également miner la stabilité à long terme des relations Canada-Europe (Hurrelmann, 2020, Hurrelmann , 2018).

La question de savoir si l'Accord de partenariat stratégique (APS) entre le Canada et l'UE, qui avait été conclu parallèlement à l'AECG à la demande de l'UE, amortira les chocs économiques et non-économiques potentiels est discutable. L'APS a été créée pour établir une relation stratégique plus étroite entre l'UE-27 et un cadre complémentaire de relations non-économiques, allant du provision concernant le changement climatique à la coopération scientifique. Il s'est concentré sur le renforcement de la coordination de la politique étrangère et sur la résolution des défis et opportunités mondiaux, y compris la coopération concernant les réformes des réglementations des marchés financiers internationaux ainsi que les règles commerciales mondiales au sein du système de l'OMC, notamment pour répondre aux politiques égocentriques « L'Amérique d'abord » (Bendiek, 2018) . Plus récent, avec le gouvernement Trump, Ottawa et Bruxelles ont subi une pression politique croissante de la part de Washington pour ouvrir leurs marchés aux produits et services américains. Néanmoins, Ottawa doit garder ses priorités. À l'heure actuelle, environ 75 % du commerce global du Canada se fait avec les États-Unis, un pourcentage qui était encore plus élevé (jusqu'à 85 %) avant l'attaque du 11 septembre (9/11) aux États-Unis et le renforcement subséquent des frontières américaines depuis 2001 (Bartels et Mestral, 2018).

De plus, le Canada coopère avec l'UE et le RU dans le domaine de la politique de sécurité de l'OTAN. En tout état de cause, alors que l'UE avait tendance jusqu'à présent à considérer le Brexit principalement comme un défi interne, la politique étrangère européenne devrait également reconnaître ses répercussions externes (Hurrelmann, 2018).

L'Australie

(1) L'impact socio-économique de la pandémie *COVID-19* en Australie

« Le monstre qui se cache derrière le coronavirus …
Vous vous souvenez du Brexit ? Il est peut-être temps que nous le fassions »



« *Le virus COVID-19 traque la terre* », illustration: Chris Riddell
Source: The Guardian, 14 mars 2020

Parce que l'Australie avait adopté une réponse de santé publique précoce à la crise COVID-19, limitant la transmission du virus et évitant ainsi les niveaux d'hospitalisation aiguë et de décès comme dans d'autres pays, elle était handicapée à d'autres égards. La pandémie est

arrivée en même temps que l'une des plus grande saison de feux de brousse du pays, accompagnée de calamités climatiques ultérieures impliquant sécheresse, cyclones et inondations (Shakespeare-Finch, 2020). Quant à la crise COVID-19, le service de santé australien a signalé fin mai 2021 plus de 30 000 cas et 900 décès. La plupart des cas et des décès avaient été causés par la deuxième vague de la pandémie à Victoria, représentant environ 75% du total des cas et 90 % des décès (COVID-19 pandemic in Australia, Wikipedia).

La pandémie a gravement affecté l'économie australienne avec des pertes d'emploi généralisées, des bouleversements sociaux et des risques pour la santé dans tout le pays. Le taux de chômage a grimpé à 7,5 % en juillet 2020, et n'a baissé qu'à 5,8 % en mai 2021, soit à peu près le niveau d'avant le début de la crise CoVID-19, enfin, et ce n'est pas le moins important, en raison d'une campagne de vaccination efficace. Le secteur agricole orienté vers l'exportation avait été particulièrement touché, notamment en raison d'un manque de cueilleurs, c'est-à-dire pour la plupart des migrants saisonniers d'outre-mer, au cours de la saison des récoltes 2020, qui n'ont pas pu entrer dans le pays en raison des fermetures de frontières liées à la pandémie (ibid). Tout aussi négativement touchés ont été plus de 193 000 pigistes et autres travailleurs contractuels ainsi que des artistes qui ont souffert parce que la plupart des représentations ont dû être annulées (ibid). Quant à la bourse australienne, les réactions sont mitigées (Rahmana, et al., 2021). Au départ, il y a eu des rendements négatifs, plus tard, la bourse a réagi positivement aux plans de relance du gouvernement, notamment le paquet « Gardien d'emploi ('Job Keeper') ». Les portefeuilles les plus petits, les moins rentables et de valeur ont le plus souffert pendant la pandémie. En outre, la taille et la liquidité ont été des moteurs importants de rendements anormaux (Rahmana, et al., 2021).

Carte 3 : Cas de COVID-19 par État ou territoire en Australie, 1er octobre 2020

Confirmed cases of COVID-19 by state or territory
5000+ confirmed cases
500–4999 confirmed cases
50–499 confirmed cases
5–49 confirmed cases

Source: COVID-19 pandemic in Australia, Wikipedia.

Selon des preuves préliminaires, la détresse psychologique, la morbidité et le risque de suicide résultant de la crise COVID-19 ont augmenté de manière significative, ainsi que le risque pour la santé mentale découlant d'un comportement sédentaire accru avec l'introduction du confinement, des mesures de distanciation physique, des changements dans la structure du ménage et de l'incertitude quant à l'avenir (Shakespeare-Finch, Jane et al, 2020 ; Biddle et al., 2020 ; O'Sullivan & Rahamathulla & Pawar, 2020). D'autres études ont révélé l'augmentation

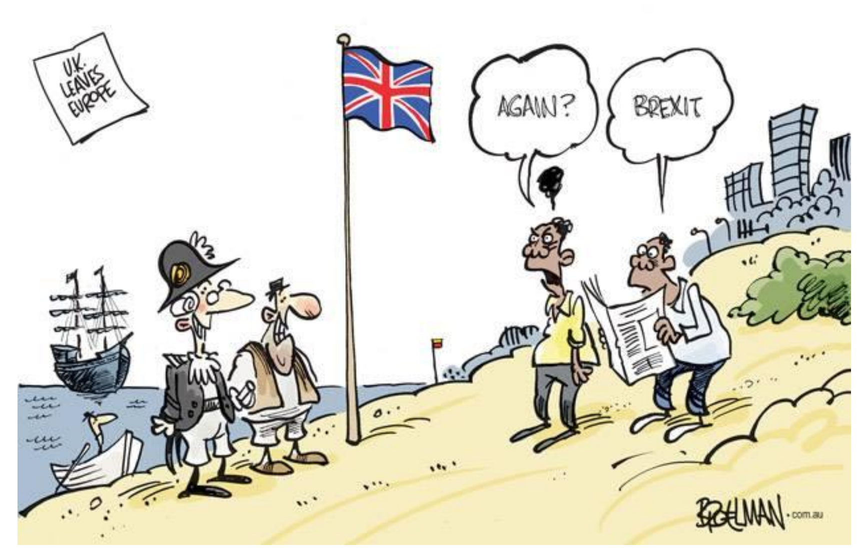
de la charge de travail domestique pour les femmes qui supportaient la majeure partie de la charge de travail supplémentaire non rémunérée, bien que le temps des hommes consacré à la garde des enfants ait augmenté davantage en termes relatifs. L'écart moyen en matière d'égalité entre les sexes s'est donc réduit, bien que l'écart relatif en matière de tâches ménagères subsiste. En général, le confinement a accru l'insatisfaction vis-à-vis de l'équilibre travail rémunéré et non-rémunéré sur une base beaucoup plus élevée pour les femmes (Lyn & Churchill, 2021).

Parce que la pandémie de COVID-19 est originaire de Wuhan (Chine), la crise s'est accompagnée - comme dans d'autres pays, notamment asiatiques - d'un effet secondaire déplorable. La xénophobie et les préjugés contre les membres des communautés sino-australiennes et asiatique-australienne ont considérablement augmenté, notamment dans les médias sociaux, mais aussi dans les quotidiens, comme Melbourne's *Herald Sun* et Sydney's *Daily Telegraph*. Les restaurants chinois de Sydney et de Melbourne ont enregistré une baisse drastique de leur activité, avec une baisse des échanges de plus de 70 %. Selon une enquête de l'Université nationale australienne (ANU), 84,5 % des Australiens d'origine asiatique ont été victimes de discrimination entre janvier et octobre 2020, bien que l'étude ait révélé que les Australiens d'origine asiatique étaient encore plus anxieux à propos de COVID-19 que d'autres concitoyens (Walden, 2020; Xenophobia and racism related to the COVID-19 pandemic, Wikipedia).

Pourtant, la pandémie a également produit des effets secondaires positifs, du moins au début, comme une plus grande confiance des gens dans le gouvernement et la fonction publique et de grandes améliorations de la confiance sociale (Biddle et al., 2020). Environ 80 % des répondants à une enquête représentative ont convenu que leur gouvernement à Canberra était généralement digne de confiance, une augmentation substantielle par rapport à une étude similaire en 2009 (Goldfinch et al., 2021). Outre d'autres facteurs, cela était dû à la gestion de la pandémie de Covid-19 par le gouvernement, notamment des transferts, en particulier pour les niveaux de revenu inférieurs, avec pour effet que ces couches étaient moins susceptibles d'avoir des difficultés à faire face à leurs revenus. Sur le plan économique, les groupes sociaux, les plus touchés étaient les relativement jeunes (âgés de 18 à 24 ans) et ceux qui ont juste dépassé l'âge de la retraite (de 65 à 74 ans), car les deux groupes ont enregistré la plus forte perte de revenu. Ils étaient les moins susceptibles d'avoir conservé leur emploi (Biddle et al., 2020). Pourtant, en termes de bien-être subjectif, la jeune génération (18 à 24 ans) a dû supporter le prix plus grand de la crise. En particulier, les jeunes femmes ont été exposées à l'impact économique de la pandémie, en particulier les femmes qui souhaitent plus de travail et plus d'heures de travail. Ainsi, la crise COVID-19 a menacé d'éroder certains des gains de participation des femmes réalisés au cours des dernières décennies (Churchill, 2020). La satisfaction à l'égard de la vie de la jeune génération, en général, a diminué en moyenne plus de trois fois de celle de la génération plus âgée (65 à 74 ans), alors que la satisfaction de la vie des personnes de plus de 75 ans a en fait augmenté (Biddle et al., 2020: 27).

(2) L'impact socio-économique du *Brexit* sur l'Australie

« N'y pensez même pas ! … »



Cartoon, source: Peter Brookman, Australia; Hills, 2016

Peu de temps après le vote Brexit en RU 2016, Canberra a été parmi les premiers membres du Commonwealth à proposer un accord de libre-échange post-Brexit entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, y compris des accords d'immigration supplémentaires ainsi qu'une union de libre-échange avec l'État membre de CANZUK (catalan, 2016). Les deux anciennes colonies britanniques partagent un patrimoine, une histoire, des valeurs et des dispositions de sécurité communs. Cependant, ils adhèrent à des perceptions différentes de l'UE en raison de la diversité des perspectives géopolitiques (Kelly et Mochan, 2020). Lorsque le RU a rejoint l'UE, les deux pays ont éprouvé des sentiments de trahison et d'abandon vis-à-vis de leur « mère patrie ». Cependant, alors que la Nouvelle-Zélande considérait le Brexit plutôt sceptique, les Australiens, en général, attendaient avec impatience de nouvelles relations commerciales et étrangères prometteuses. Seule l'élite australienne avait une vision plus positive de l'UE (Kelly & Mochan, 2020). La Grande-Bretagne est la septième partenaire commercial de l'Australie et le sixième de la Nouvelle-Zélande, derrière la Chine et l'UE-27. Le secteur primaire, notamment l'agriculture, fait partie des problèmes les plus contestés, car les pays ont perdu leur accès privilégié au marché britannique lorsque la Grande-Bretagne a rejoint l'ECC en 1973 (Hurst & Graham-McLay, 2020). De plus, les négociations post-Brexit au RU ont été parallèles à des négociations simultanées d'un nouvel accord commercial avec le reste de l'UE-27, le troisième partenaire commercial de l'Australie. Les premières négociations entre le RU et l'Australie devaient commencer le 29 juin 2020, mais elles ont dû être reportées en raison des restrictions de Covid-19.

Mi-mai 2021, Londres a apparemment proposé à l'Australie un accord commercial post-Brexit, comprenant une transition vers des quotas et des droits de douane nuls sur 15 ans, bien que des discussions soient toujours en cours (Walker, 2021). Cela a été considéré comme une victoire par les « Brexiteers », favorables au libre-échange. Dans le même temps, cependant, l'accord a alarmé les agriculteurs britanniques, qui étaient inquiets, par ex. sur les perspectives selon lesquelles les exportations australiennes à grande échelle de bœuf et d'agneau pourraient faire baisser leurs prix. L'Union nationale des agriculteurs britanniques (NFU) a déjà averti que les accords commerciaux post-Brexit pourraient causer des « dommages irréversibles » aux agriculteurs britanniques. Avant le Brexit, le secteur agricole britannique était protégé par la politique agricole commune (PAC) de l'UE, y compris les subventions agricoles et autres

programmes de protection introduits depuis 1962. Jusqu'alors, la PAC traitait la production britannique de manière préférentielle au détriment des importations alimentaires australiennes et néo-zélandaises. Londres a déjà annoncé que l'ex-UE subventionne à hauteur de 3 € Mrd. serait réduit, et même complètement éliminé dans les années à venir. Au lieu de subventions fixes par hectare, les futures subventions de Londres seraient liées à la contribution de l'agriculteur à la protection de l'environnement, du paysage et des animaux (Plickert, 2021). Le maintien de l'ancien traitement préférentiel de l'UE après le Brexit dépend en grande partie de la pression politique que le lobby agricole britannique peut exercer sur le gouvernement de Londres (Abbott, 2019). De plus, la secrétaire britannique au commerce international, Liz Truss, a promis que le nouvel accord commercial anglo-australien pourrait être une première étape vers la conclusion d'un accord de libre-échange avec les onze pays membre de l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique. (PTPGP), parmi lesquels le Japon, le Canada, le Mexique, le Vietnam, Singapour et la Malaisie, et ainsi l'ouverture des marchés asiatiques aux agriculteurs britanniques (Plickert, 2021). L'accord entre le RU et l'Australie pourrait être considéré comme un modèle, car il s'agirait du premier vraiment nouvel accord post-Brexit, plutôt que d'un report de ceux qui avaient été conclus lorsque la Grande-Bretagne faisait encore partie de l'UE (Walker, 2021).

Pourtant, il ne faut pas oublier que l'économie britannique est environ deux fois plus grande que celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande réunies. Par conséquent, le commerce britannique a traditionnellement été plus important que celui de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie que l'inverse, avec des répercussions évidentes sur la position de négociation relative (Abbott, 2019). D'autre part, les échanges entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande se font aujourd'hui principalement avec les économies de la région Asie-Pacifique. Une grande partie de leurs exportations vers le RU sont toujours des produits à forte intensité de ressources primaire et d'agriculture. De plus, les exportations de marchandises de l'Australie sont principalement dirigées vers la Chine, suivie de la Corée, du Japon, des États-Unis, de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande. Les importations australiennes proviennent principalement de Chine, d'Allemagne, de Corée, du Japon et des États-Unis. La structure du commerce extérieur de la Nouvelle-Zélande est similaire, y compris la Chine, l'Allemagne, l'Australie, le Japon et les États-Unis. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont toutes deux des accords de libre-échange avec la Chine et la Corée du Sud, et sont toutes deux membres du partenariat transpacifique, accords que ni l'UE ni le RU n'ont (Abbott, 2019: 12). En outre, le commerce des services entre les trois pays est plus important que dans d'autres pays. Le commerce des services des Australiens avec le RU est encore plus important que le commerce des marchandises. Par conséquent, les négociations commerciales post-Brexit se concentreront probablement également sur le commerce des services. Enfin, les flux d'investissement entre les trois pays sont importants, la Grande-Bretagne étant le deuxième investisseur étranger dans les deux autres pays (Abbott, 2019: 13-14).

La Nouvelle-Zélande

(1) L’impact socio-économique du *COVID-19* en Nouvelle-Zélande

Vivre avec la pandémie - Donald Trump a-t-il raison quand il dit :
« C'est fini pour la Nouvelle-Zélande » ?



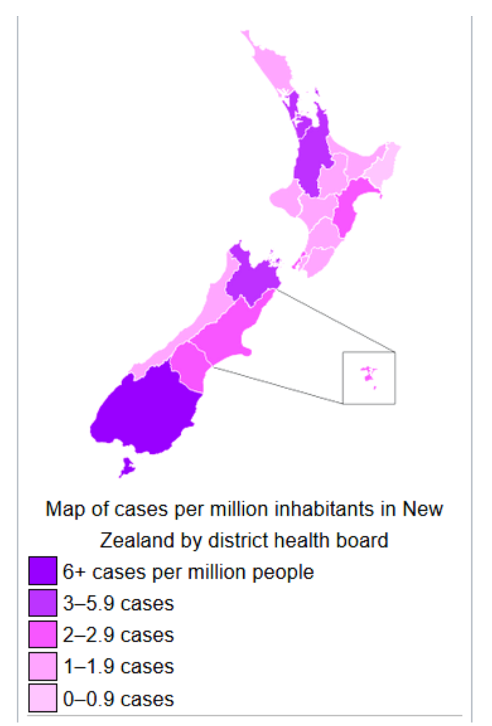
Cartoon: Guy Body *New Zealand Herald,*. 24 août 2020
Source: Wood & Lockley, 2020

En mai, et à nouveau, début septembre 2020, l'OMS a félicité la Nouvelle-Zélande, aux côtés du Cambodge, du Japon, de la Corée du Sud, du Rwanda, du Sénégal, de l'Espagne et du Viêtnam, pour sa réponse « très systématique » à la crise du Covid-19 (tvzn, 2020). En fait, la Nouvelle-Zélande est l'un des pays tout en bas (rang 180) de la liste mondiale des pays touchés par la pandémie. Cependant, cette évaluation n'a qu'une valeur limitée, car diverses variables cruciales ne sont apparemment pas prises en compte, notamment le climat, la densité de population, le PIB par habitant, la disponibilité des ressources (y compris les vaccins), les infrastructures, etc. Au 21 mai 2021, le pays dénombrait un total de 2 306 cas confirmés et au total 26 décès. La pandémie avait culminé en avril 2020.

Jusqu'en septembre 2020, l'économie néo-zélandaise a dû reconnaître une récession, en raison de la pandémie COVID-19 et des verrouillages nationaux ultérieurs, etc., avec une baisse du PIB de 12,2 % au cours du trimestre de juin 2020 (COVID-19 pandemic in New Zealand, wikipedia). Cependant, après que le gouvernement ait apparemment réussi à contenir la pandémie, l'économie du pays s'est redressée à la fin de 2020 avec une croissance de + 0,4% au lieu de la baisse attendue de -1,7 %. Le chômage a également légèrement reculé, passant d'un point culminant de 5,3 % en septembre 2020 à 4,9 % en décembre (Economic impact of the COVID-19 pandemic in NZ, Wikipedia).

De plus, la pandémie a eu de graves répercussions sociales, politiques et culturelles sur le pays, notamment en matière d'éducation et de migration. Ainsi, toutes les écoles, centres de la petite enfance et universités ont été fermés le 23 mars 2020 (Social impact of the COVID-19 pandemic in NZ, Wikipedia).

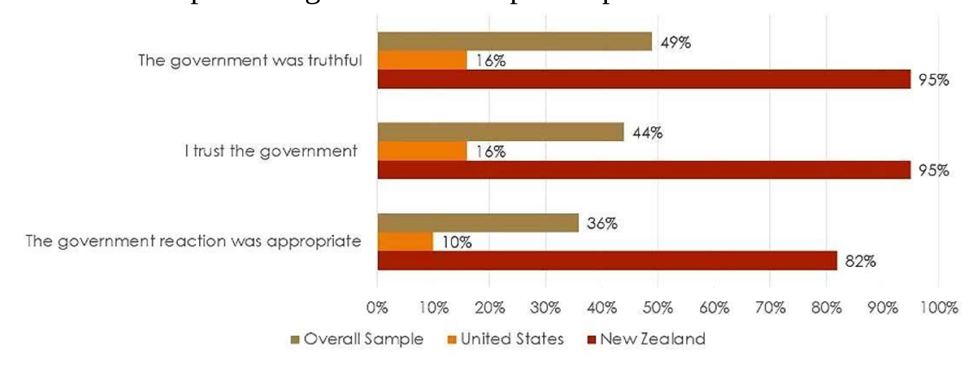
Carte 4 : cas de COVID-19 par million, Nouvelle-Zélande ; Mai 2021



Source: [COVID-19 pandemic in New Zealand](), wikipedia

Contrairement aux États-Unis, la confiance du public dans le gouvernement a été considérable tout au long de la pandémie. Un sondage d'opinion de février 2021 a révélé que 79 % des personnes interrogées ont qualifié les actions du gouvernement pour contenir la crise de Corona d' « excellentes » ou de « bonnes » (COVID-19 pandemic in New Zealand, wikipedia).

Graphique 9 : Satisfaction publique divergente à propos de la pandémie: États-Unis vs NZ
Perception du gouvernement après le premier confinement



Source: Wood & Lockley, 2020

Selon la perception publique, la pandémie COVID-19 en Nouvelle-Zélande est largement confinée. Seuls 19 cas actifs ont été dénombrés au 16 mai 2021, tous dus à des entrées en provenance de l'étranger. Pendant environ un an, ceux qui sont entrés dans le pays ont dû se mettre en quarantaine pendant 14 jours à leurs frais, à l'exception des citoyens australiens, car l'incidence du COVID-19 y était également faible. Étonnamment, les théories du complot sur le virus ont néanmoins fleuri en Nouvelle-Zélande, en particulier sur la scène musicale et ésotérique (Richter, 2021). Des groupes de pression puissants se sont rebellés contre les mesures efficaces de Covid-19 (Richter, 2021). Pour contrer ces idéologies du complot, un

réseau d'activistes a fondé l'organisation *'Fight Against Conspiracy Theories'* (FACT) pour s'opposer à la désinformation sur COVID-19, en promouvant les manifestations anti-vaccin et anti-masque par des groupes de complot comme *QAnon*, *'Covid Plan B'* et *Voices for Freedom* (VFF). Ce dernier était dirigé par Clair Deeks, un militant anti-vaccin néo-zélandais qui était un candidat malheureux pour le complotiste Advance NZ aux élections générales du pays en 2020.

(2) L'impact socio-économique du *Brexit* sur la Nouvelle-Zélande

Brexit : le précédent néo-zélandais [5]



Source: N.A., 2017. *The Economist*, 11 février 2017

En raison des relations politiques, économiques et culturelles étroites entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, une grande partie de l'analyse de l'impact socio-économique du Brexit sur l'Australie s'applique également à la Nouvelle-Zélande. Par conséquent, ce qui suit se concentre sur l'impact supplémentaire sur la Nouvelle-Zélande.

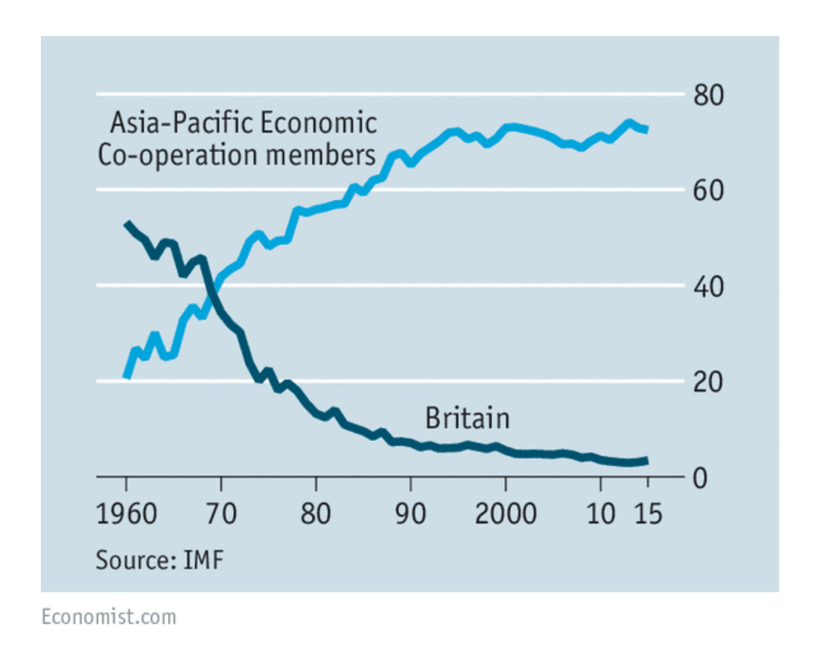
Le RU est le sixième partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande, avec un commerce bilatéral totalisant près de NZ$ 6 milliards en 2019. Mais la Chine, l'Australie et l'UE sont en tête des relations commerciales extérieures du pays (Hurst & Graham-McLay, 2020).

Début janvier 2021, un rapport favorable, exhortant le gouvernement de Wellington à rejoindre le CANZUK, a été déposé après avoir obtenu 82 % des voix lors d'un sondage d'opinion (Ferguson, 2021). Par ailleurs, CANZUK International, une organisation internationale de défense des droits basée à Vancouver (Canada), a proposé deux traités complémentaires mais distincts : l'un pour la liberté de mouvement (migration) et l'autre pour le libre-échange. Dans le cadre de l'accord de libre circulation (migration), il a été proposé au RU et au Canada d'adhérer au Trans-Tasman Travel Arrangement (TTTA) déjà existant de 1973, qui permet aux citoyens des États membres (Australie et Nouvelle-Zélande) de voyager plus facilement et résider et travailler dans l'autre pays, mais avec certaines restrictions. Le TTTA était basé sur des accords antérieurs, comme l'Accord de libre-échange Australie-

[5] Caricature de David Simonds, faisant référence à l'expérience traumatisante de la Nouvelle-Zélande avec l'accès britannique à la CEE en 1961, aux conséquences dévastatrices pour les exportations néo-zélandaises vers le Royaume-Uni.

Nouvelle-Zélande (1966), l'Accord commercial de rapprochement économique entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZCERTA, 2013), considéré comme l'un des accords de libre-échange bilatéraux les plus complets existants y compris l'élimination des barrières non-tarifaires au commerce en harmonisant les normes alimentaires (Ferguson, 2021), et le Trans-Tasman Mutual Recognition Arrangement (1998) (Trans-Tasman Travel Arrangement,, wikipedia). Selon le ministre néo-zélandais du Commerce, David Parker, la nouvel zone de libre-échange proposé supprimerait non seulement les droits de douane, mais comprendrait également de nouvelles approches des barrières non-tarifaires, des douanes simplifiées, le développement du commerce numérique et des dispositions commerciales à l'appui du développement environnemental durable (McLay, 2020). Cependant, les liens commerciaux de la Nouvelle-Zélande avec ses voisins asiatiques, comme la Chine, l'Australie et d'autres membres de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC, fondée en 1992), se sont considérablement améliorés depuis que le RU a réduit son commerce extérieur avec la Nouvelle-Zélande lorsque le RU a rejoint l'UE. Désormais, le commerce de la Nouvelle-Zélande avec l'APEC représente 72 % de ses exportations.

Graphique 10 : Évolution d'exportations de biens néo-zélandais par destination, 1960 à 2015
% de la valeur totale des exportations



Source: N.A., 2017. *The Economist*, 11 février 2017

Les partisans de CANZUK soulignent souvent que le nouvel accord commercial pourrait aider à garder la Chine et ses affirmations de suprématie dans la région Asie-Pacifique sous contrôle. Cependant, cela est douteux, compte tenu de la dépendance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qui commercent principalement des produits fossiles et agricoles, et de ses relations politiques et économiques délicates avec Pékin (Lui, 2021).

Conclusion

Bien que le vote du Brexit ait divisé non seulement les électeurs britanniques, mais aussi la classe politique et le grand public dans ses anciens « dominions blancs » (white dominions), le divorce avec l'UE correspondait à une nostalgie toujours populaire de la renaissance de l'Empire britannique. Cette fois, espérons-le, dans un partenariat gagnant-gagnant et sur un pied d'égalité. L'accord CANZUK a été considéré par beaucoup comme une étape importante pour réaliser le prétendu « succès titanesque » (Boris Johnson) que le vote du Brexit promettait - souvent avec de fausses affirmations - aux électeurs anglais.

Malgré les liens politiques, économiques et culturels, encore étroits, notamment, la langue commune, les choses avancent et le temps passe. Le Canada ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réussi à adapter leurs économies aux exigences de la nouvelle division mondiale du travail. Par conséquent, leurs objectifs seront difficiles à concilier avec ceux des « Brexiteers » britanniques et les chances d'un gain net pour toutes les parties concernées sont plutôt minces (Olusoga, 2017; Ruyter, 2021).

Enfin, également dans le domaine de la politique climatique et de la protection de l'environnement, les objectifs britanniques ambitieux sont difficilement compatibles avec ceux de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Alors que le RU se classe parmi les meilleurs en matière de protection climatique, visant zéro émission nette d'ici 2050, ce qui est en fait inclus dans les lois respectives, l'Australie n'a même pas fixé d'objectif fédéral de zéro émission nette, ni de prix du carbone (Lui, 2021). Cela peut s'expliquer par la forte dépendance des exportations australiennes à l'égard des combustibles fossiles, qui constituent jusqu'à présent environ 50 % de ses exportations. L'Australie vient de traverser un boom minier qui rappelle la ruée vers l'or du XIXe siècle (Olusoga, 2017). Il en va de même pour le Canada, qui est fortement tributaire des produits pétroliers et fossiles. D'un autre côté, le Zero Carbon Act de la Nouvelle-Zélande, visant également à zéro émission nette d'ici 2050, que Wellington avait adoptée peu de temps après le RU, semble tout aussi ambitieux. Cependant, les émissions provenant de l'agriculture et des déchets, qui représentent 40 % des émissions actuelles de la Nouvelle-Zélande, ont été exclues, et des politiques solides de contrôle faisant défaut (Lui, 2021).

Bibliographie

Abbott, Malcolm (2019) The United Kingdom's Economic Relations with New Zealand and Australia after Brexit, *The Round Table*, 108:1, pp. 21-35

Bell, Duncan & Srdjan **Vucetic** (2019): Brexit, CANZUK, and the legacy of empire. *British Journal of Politics and International Relations*, 2019; vol. 21(2): 367-

Béland, D. et al (2020): Social policy responses to COVID-19 in Canada and the United States: Explaining policy variations between two liberal welfare state regimes. Social Policy Administration, March 2021: 280-294

Bendiek, Annegret et al (2018): Canada relations on the rise Mutual interests in security, trade and climate change. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), WP Nr. 3, Oct. 2018

Biddle, Nicholas et al. (2020): Hardship, distress, and resilience: The initial impacts of COVID-19 in Australia. Australian National University, Centre for Social Research and Methods, Thursday 7 May 2020

Blum, Benjamin (2021): Canada's COVID-19 case rate now tops U.S. rate. *CBC News*, April 12, 2021

Boscia, Stefan (2020): BoE governor Andrew Bailey: non-deal Brexit worse for UK economy than Covid. *City AM*, 23 November 2020

Breinlich, Holger et al (2020): Voting with their money: Brexit and outward investment by UK firms. *European Economic Review*, Volume 124, May 2020

Campbell , Denis et al (2020): Calls for inquiry as UK reports highest Covid-19 death toll in Europe. London: *The Guardian*, 5 May 2020

Catalano, Marco (2016): Brexit: Turnbull says Australia keen on early free trade deal with Britain after first talks with May. *ABC News*, 17 July 2016

Churchill, Brendan (2020): COVID-19 and the immediate impact on young people and employment in Australia: A gendered analysis. *Gender, Work and Organization*, Vol. 28 (2), pp. 783-794

CIHI (2020): Pandemic Experience in the Long-Term Care Sector How Does Canada Compare With Other Countries? Ottawa: *ON: CIHI*, *CIHI Snapshot*, June 2020

Dawson, Tyler (2021): Canada on track to surpass U.S. in number of new COVID cases relative to population. Toronto: *National Post*, April 8, 2021

Edgerton, David (2020): British exceptionalism: Where Brexit and our Coronavirus response collide. London: *The New European*, 3 May 2020

English, Otto (2020): Cruel Britannia: Coronavirus lays waste to British exceptionalism. *Politico.eu*, May 5, 2020

Ferguson, Sebastian (2021): CANZUK: A new Commonwealth agreement ? *The Lawyer's Daily*, Published by *LexisNexis Canada*, February 16, 2021

Gamble, Andrew (2021): The Brexit negotiations and the Anglosphere. *Political Quarterly*, vol. 92,1, Janary - March 2021, pp 108 - 112

Gellatly, Guy & Carter **McCormack** (2020): Recent Developments in the Canadian Economy, 2020: COVID-19. Statistics Canada, *Economic Insights*, 11-626-X No. 128, October 28, 2020

Goldfinch, Shaun & Ross **Taplin** & Robin **Gauld** (2021): Trust in government increased during the Covid-19 pandemic in Australia and New Zealand. *Australian Journal of Public Administration*. Vol. 80 (1), pp. 3-11

Government of Canada (2021): What does Brexit mean for Canada? Trade relationship between Canada, the United Kingdom, and the rest of the EU. Ottawa. Government of Canada, 18 May 2021

Hassan, T.A. & S. **Hollander** & L. van **Lent** & A. **Tahoun** (2021): The global impact of Brexit uncertainty. Cambridge M.A., National Bureau of Economic Research, NBER WP 26609, Revised March 2021

Helm, Toby & Robin **McKie** (2020): No-deal Brexit could wreck UK's chance of leading Covid-19 global research. London: *The Guardian*, 3 May 2020

Hills, Carol (2016): The vote that set cartoonists off. Boston: *The World*, June 24, 2016

Hurrelmann, Achim (2018): Perceptions of Brexit in Canada: Transatlantic Relations and Domestic Politics. Carleton University, *Brexit Institute News*, October 2, 2018

Hurrelmann, Achim (2020): Canada's two Europes : Brexit and the prospect of competing transatlantic relationships. In: Chaban, Natalia & Arne Niemann &Johanna Speyer (eds.)(2020): *Changing perceptions of the EU at times of Brexit*. Routledge

Hurst, Daniel & Charlotte **Graham-McLay** (2020): UK begins talks with Australia and New Zealand on free trade deal for post-Brexit era. London: *The Guardian*, 17 Jun 2020

Kelly, Serena & Antonia **Mochan** (2020): So close yet so far - Australian and New Zealand perceptions of the EU post-Brexit vote. In: Chaban, N. & A. Niemann & J. Speyer (eds): *Changing Perceptions of the EU at Times of Brexit*. London: Routledge, 2020: 265-280

Kenigsberg, Alan et al (2021): The post-Brexit Transitional Trade Agreement – What to expect post-CETA. Toronto: Osler, Jan 18, 2021

Kohnert, Dirk (2018): More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail?, *Africa Spectrum*, vol. 53., No. 2, pp. 119–130

Kohnert, Dirk (2020) : The impact of Brexit on francophone Africa. *Review of African Political Economy* (ROAPE), vol. 46, issue 162, pp. 673-685

Kohnert, Dirk (2020a): The impact of Brexit on Africa in times of the Corona Crisis: The case of South Africa, Nigeria, Ghana and Kenya. SSOAR-WP; MPRA_paper_101240.pdf

Krugman, Paul (2018): Brexit Meets Gravity. *New York Times*, July 10, 2018

Lui, Bryan (2021): CANZUK: The Next EU? How the Treaty Can Deliver Environmental Goals. Hong Kong: Earth.ORG, April 1, 2021

Lyn,Craig & Brendan **Churchill** (2021): Working and Caring at Home: Gender Differences in the Effects of Covid-19 on Paid and Unpaid Labor in Australia. *Feminist Economics*, Vol 27, (1-2), pp. 310-326

Martin, Nik (2020): CANZUK — Could it be Britain's new EU? Bonn: *Deutsche Welle* (DW), December 5, 2020

McIntyre, William David (1966): Colonies into Commonwealth. New York: Walker, 1966: 339

Morales, Alex & David **Goodman** (2020): U.K. Faces Worst Slump in 300 Years as Sunak Set to Cut Spending. New York: *Bloomberg.com*, November 25, 2020

N.A. (2017): Brexit: the New Zealand precedent - How New Zealand coped with the loss of preferential access to its biggest market. *The Economist*, February 11, 2017

Merkley, E. et al (2020). A Rare Moment of Cross-Partisan Consensus: Elite and Public Response to the COVID-19 Pandemic in Canada. *Canadian Journal of Political Science, vol. 53(2), 311-318*

Olusoga, David (2017): Empire 2.0 is dangerous nostalgia for something that never existed. London: *The Guardian*, 19 March 2017

O'Sullivan, Dominic & Mubarak **Rahamathulla** & Manohar **Pawar** (2020): The Impact and Implications of COVID-19: An Australian Perspective. *International Journal on Community and Social Development*, Vol 2 (2), pp. 134-151

Partington, Richard (2021): China replaces Germany as UK's biggest import market. London: *The Guardian*, 25 May 2021

Plickert, Philip (2021): Die besten Steaks zu guten Preisen: Britisch-australischer Freihandelspakt steht bevor. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), May 25, 2021

Rahmana, Md Lutfur & Abu **Amin** & Mohammed Abdullah **Al Mamunac** (2021): The COVID-19 outbreak and stock market reactions: Evidence from Australia. *Finance Research Letters*, Vol. 38, January 2021, pp. 1-7

Richter, Anke (2021): Kampf gegen Corona-Mythen: Eine Dosis Gegengift - In Neuseeland, einem Land fast ohne Corona, blühen die Verschwörungstheorien um das Virus – ganz besonders in der Musik- und Esoterikszene. Berlin; *Die Tageszeitung* (taz) , 17 May 2021

Ruyter, Alex de (2021): Fantasy Economics. Centre for Brexit Studies, Birmingham City University

Saunders, Robert (2020) Brexit and Empire: 'Global Britain' and the Myth of Imperial Nostalgia, *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48:6, 1140-1174

Shakespeare-Finch, Jane et al (2020): COVID-19: An Australian Perspective, *Journal of Loss and Trauma*, 25:8, pp. 662-672

Sidwell, Marc (2017): L'anglosphère, la planète des « brexiters heureux ». *Le Monde (visuelle*), 4 April 2017

Tencer, Daniel (2020): Canada's Unemployment Rate Rises To 13.7%, But The Country Actually Added Jobs In May. *HuffPost*, June 5, 2020

The Economist (N.A.) (2017): Not all black - Brexit: the New Zealand precedent - How New Zealand coped with the loss of preferential access to its biggest market. London: *The Economist*, February 11, 2017

Triebe, Benjamin (2020): London spricht endlich mit Washington über Freihandel – das ist den Brexit nicht wert. *Neue Zürcher Zeitung (NZZ)*, 6 May 2020

tvzn (2020): World Health Organization praises New Zealand's response to Covid-19 again. Television New Zealand, *tvzn-news*,September 7, 2020

Walden, Max (2020): More than eight in 10 Asian Australians report discrimination during coronavirus pandemic. Sydney: *ABC-news*, 1 November 2020

Walker, Peter (2021): UK expected to offer post-Brexit trade deal to Australia. London: *The Guardian*, 21 May 2021

Webster, Paul (2021): COVID-19 highlights Canada's care home crisis. *The Lancet*, World Report, Vol. 397 (1), p. 183

Wood, Pushpa & Sasha **Lockley** (2020): Opinion: Living with the pandemic - Is Donald Trump right when he says, "It's all over for New Zealand"? Univ. of New Zealand, Massey University, *news*, 24 August, 2020

World Bank (2020): World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History. Washington D.C.: World Bank, *Press release*, April 22, 2020

Abstract : Although Britain has been one of the hardest hit among the EU member states by the corona pandemic, Boris Johnson left the EU at the end of 2020. Brexit supporters endorsed the idea of CANZUK, i.e. a union between the UK, Canada, Australia and New Zealand. The CANZUK was embedded in a vision of the revival of the olden days of Great Britain and its role in the 'Anglosphere', dating back to World War II and 19th-century British settler colonialism. It is rather doubtful whether the CANZUK members can realize Boris Johnson's vision of prosperous trade in the 'Anglosphere'. Besides, there are many open questions, notably on the overall effect of Brexit on CANZUK concerning the socio-economic impact of the global Corona crisis. Last, but not least, will the relative weight of the UK vis à vis other global players like China and India diminish in the medium and long run. After all, the new global focus of international trade will be reallocated from the Atlantic (America and Europe) to the Asian Pacific region, the key player in world economies to come.

Zusammenfassung : Obwohl Großbritannien von der Corona Pandemie unter den EU-Mitgliedstaaten mit am stärksten betroffen war, verließ Boris Johnson die EU Ende 2020. Die Befürworter des Brexit unterstützten die Idee eines CANZUK Handelsvertrages, d.h. einer Union zwischen Großbritannien, Kanada, Australien und Australien Neuseeland. CANZUK war eingebettet in eine Vision der Wiederbelebung der alten Tage Großbritanniens und seiner Rolle in der „Anglosphäre", die auf den Zweiten Weltkrieg und den britischen Siedlerkolonialismus des 19. Jahrhunderts zurückgeht. Es ist zweifelhaft, ob die CANZUK-Mitglieder Boris Johnsons Vision eines prosperierenden Handels in der „Anglosphäre" umsetzen können. Außerdem gibt es viele offene Fragen, insbesondere zu den Gesamteffekten des Brexit auf CANZUK angesichts der sozioökonomischen Auswirkungen der globalen Corona-Krise. Nicht zuletzt, wird das relative Gewicht Großbritanniens gegenüber anderen Global Playern wie China und Indien mittel- und langfristig abnehmen. Schließlich wird sich der globale Schwerpunkt des internationalen Handels vom Atlantik (Amerika und Europa) auf den asiatisch-pazifischen Raum verlagern, dem Hauptakteur der zukünftigen Weltwirtschaft.